



EXPOSE DES MOTIFS ET PROJET DE DECRET

autorisant le Conseil d'Etat à ratifier l'accord intercantonal du 27 juin 2019 sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU 2019) et résiliation de l'AIU du 20 février 1997

1. CONTEXTE

1.1 AIU – une garantie de la libre circulation des étudiant-e-s en leur garantissant les mêmes droits d'accès à toutes les universités suisses

Jusqu'au début des années 1980, les universités cantonales étaient financées exclusivement par les cantons sièges, la Confédération les soutenant toutefois depuis 1969 à travers des contributions de base et des contributions aux investissements. L'augmentation des effectifs estudiantins a accru les coûts à la charge des cantons universitaires, et donc également les coûts qu'ils assumaient eux-mêmes pour les étudiant-e-s d'autres cantons. Après un premier projet de loi fédérale qui a été rejeté en 1978 lors d'une votation référendaire, les cantons négocièrent en 1979 un accord intercantonal sur la participation au financement des universités qui garantissait aux étudiant-e-s des cantons non universitaires l'égalité d'accès à ces dernières. En contrepartie, les cantons non universitaires s'engageaient à verser pour chaque étudiant-e un forfait à titre de contribution aux coûts de formation. Cet accord, entré en vigueur en 1981, fût suivi par un second accord intercantonal en 1984, puis un troisième en 1993 et jusqu'en 1998, en raison de l'augmentation des effectifs et des coûts.

1.2 AIU 1997 – application de trois tarifs différenciés par groupe de facultés et de la réduction pour perte migratoire

Les accords de financement en vigueur entre 1981 et 1998 ne faisaient pas de distinction entre branches d'études pour fixer le montant des contributions. C'est la raison pour laquelle les cantons ont négocié l'AIU du 20 février 1997 (AIU 1997), entré en vigueur en 1999 et toujours en force actuellement. Cet accord a supprimé le tarif unique et créé trois groupes de domaines d'étude auxquels s'appliquent des contributions différentes. Les tarifs différenciés de ces trois groupes sont calculés à partir de la statistique financière mais, les chiffres disponibles n'étant pas suffisamment précis, les tarifs pratiqués actuellement ne reposent pas en fin de compte sur des données solides en termes de coûts. Ils représentent plutôt un compromis politique entre les cantons universitaires et non universitaires. Il est à noter que ces tarifs ont été actualisés deux fois pour corriger le renchérissement, en 2005 et en 2013.

Un autre élément de ce compromis consiste en l'introduction de réductions pour pertes migratoires. En versant des contributions AIU, les cantons de provenance prennent à leur charge une partie des coûts occasionnés par leurs étudiant-e-s. Or, comme ces derniers sont nombreux à ne pas revenir dans leur canton d'origine à la fin de leurs études, les cantons de provenance ne profitent que partiellement de l'investissement éducatif ainsi consenti. C'est la raison pour laquelle l'AIU 1997 accorde à certains cantons jugés comme fortement touchés par ce phénomène, un rabais pour pertes migratoires sur les contributions qui leur sont facturées. Cette règle relevait également du compromis politique, car l'accord ne reposait pas strictement sur une analyse économique mais principalement sur l'idée générale que les cantons concernés avaient l'obligation de cofinancer une offre de formation qu'ils n'auraient pas été en mesure de proposer seuls.

L'AIU 1997 règle ainsi la compensation des charges entre les cantons, de manière à ce que les cantons universitaires, c'est-à-dire ayant la charge d'une université reconnue, puissent recevoir les contributions fixées par l'AIU de la part des cantons d'où proviennent les étudiant-e-s.

1.3 Modernisation nécessaire de l'AIU 1997

Aujourd'hui de nombreuses dispositions de l'AIU 1997 sont obsolètes et nécessitent d'être modernisées. La révision de l'accord tire, d'une part, sa source des critiques croissantes exprimées à l'encontre des rabais pour pertes migratoires. D'autre part, la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE) entrée en vigueur en 2015 prévoit à son article 3 let. g un financement des hautes écoles « selon des critères uniformes ». La révision offre donc la possibilité d'adapter l'accord au nouveau cadre légal.

Les objectifs principaux d'une révision sont de parvenir à une solution simple et lisible, de garantir la sécurité de la planification pour les cantons sièges et de provenance et de s'adapter à l'évolution des conditions entourant le financement des hautes écoles, soit l'amélioration des statistiques, ainsi que la mise en œuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches (RPT) et de la LEHE.

A cet effet, l'Assemblée plénière de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a décidé en octobre 2015 de réviser totalement l'AIU 1997. Suite à cette décision, un groupe de travail, composé notamment de représentants des cantons et placé sous la direction du secrétariat général de la CDIP, a élaboré un projet de révision totale de l'accord respectant les principes évoqués ci-dessus, ainsi que la contrainte de ne pas induire de changements notables du volume global des contributions.

2. REVISION DE L'AIU 1997

2.1 Mise en consultation de l'accord révisé – abolition des rabais pour perte migratoire et calculs des tarifs basés sur les coûts effectifs

Dans sa décision du 11 mai 2017, le Comité de la CDIP a mis en consultation le projet révisé d'accord intercantonal universitaire (AIU 2017) pour une durée de six mois, dont l'Assemblée plénière avait pris connaissance le 23 mars 2017. La consultation a débuté le 10 juillet 2017 et s'est achevée le 31 janvier 2018.

Les 26 gouvernements cantonaux et la principauté du Liechtenstein ont pris position, de même que le Bureau interparlementaire de coordination (BIC), la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF), swissuniversities, swissfaculty, ainsi que l'union des étudiant-e-s de Suisse (UNES).

Le projet de révision a recueilli dans l'ensemble une large approbation, rapporte la CDIP. La nécessité de la révision totale de l'accord de 1997 a été saluée par une forte majorité des cantons. Plusieurs éléments fondamentaux du projet d'accord ont rallié une nette majorité des participants, notamment l'abolition des rabais pour pertes migratoires remplacés par une déduction pour avantages liés à la localisation, le calcul des contributions sur la base des coûts effectifs relevés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) et le maintien des deux accords distincts AIU et AHES (accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées), ce dernier assurant les mêmes objectifs que l'AIU pour les étudiant-e-s en HES.

Ainsi, des éléments centraux du projet d'AIU 2017 n'ont pas été remis en question majoritairement lors de la procédure de consultation et figurent dans l'AIU 2019 soumis à ratification. Il s'agit des points décrits ci-dessous. Les points de divergences qui ont induit une modification du projet d'AIU sont exposés au chapitre 2.3. Les changements apportés par le projet d'AIU 2017, qui ont été adoptés dans l'AIU 2019, concernent principalement les deux aspects exposés ci-après.

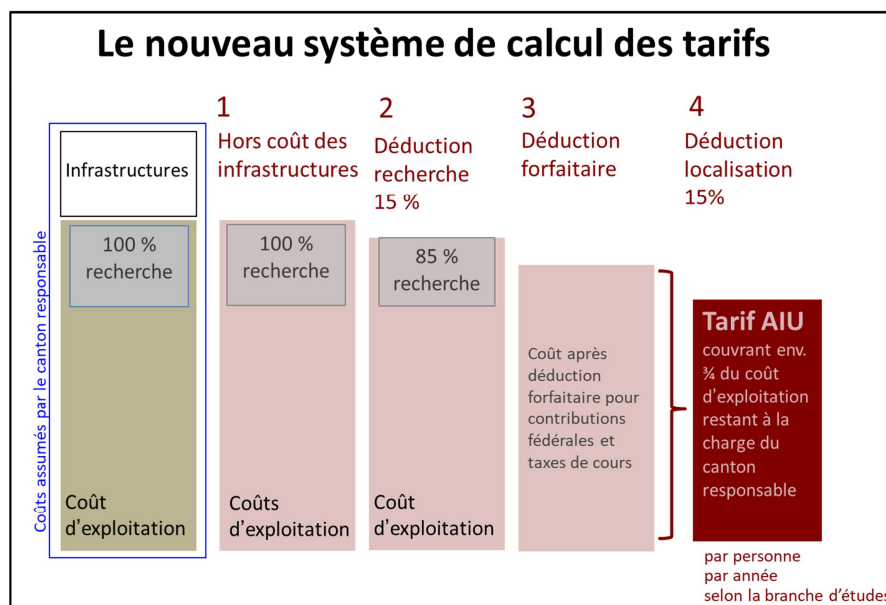
Premièrement, les rabais pour pertes migratoires attribués à certains cantons n'ont plus lieu d'être, particulièrement depuis la RPT entrée en vigueur en 2008. Selon les principes de la RPT, la présence d'universitaires diplômé-e-s dans les cantons est déjà compensée, au moins partiellement, dans le cadre de la péréquation des ressources.

Deuxièmement, une nouvelle méthode de calcul des contributions intercantionales est introduite : plutôt que d'indiquer des tarifs concrets et négociés, les principes à appliquer pour les calculer sont proposés. Cela permet un rapprochement important avec la LEHE, où le calcul des contributions fédérales se base également sur les coûts. Les effectifs étudiants déterminants pour effectuer les décomptes des contributions AIU sont établis d'après les critères appliqués par le Système d'information universitaire suisse (SIUS) de l'OFS. Celui-ci est en effet la seule instance qui dispose de toutes les données importantes et peut appliquer de manière cohérente les critères permettant de calculer le nombre de semestres effectués et de déterminer les premières/nouvelles études au sens de l'AIU, permettant ainsi de suivre les fluctuations réelles des coûts.

Tout comme dans l'AIU 1997, des tarifs distincts sont définis pour trois groupes de domaines d'études dont les coûts sont différents : groupe I pour les sciences humaines et sociales, l'économie et le droit, groupe II pour les sciences naturelles et techniques ainsi que les deux premières années d'études en médecine, et groupe III pour la partie clinique des études en médecine. En revanche, l'accord révisé ne fixe pas les tarifs mais les modalités de leurs calculs (art. 9 et 10). Ces derniers se basent sur la statistique financière réalisée par l'OFS à partir de la comptabilité analytique des hautes écoles.

En premier lieu, il faut préciser que le coût des infrastructures (loyers, investissements et amortissements) n'est pas pris en compte dans le calcul des tarifs de l'AIU. Pour chaque domaine d'études, le coût d'exploitation de l'enseignement s'obtient après déduction des fonds de tiers acquis pour l'enseignement. Ce coût est pris en compte à 100%. Le 85% du coût d'exploitation de la recherche restant après déduction des fonds de tiers (FNS, projets européens, fonds privés etc.) est ensuite ajouté.

Le total correspond au coût standardisé pour chaque domaine d'études (art. 9 al. 1). Pour chaque groupe de coût est calculée la moyenne des coûts standardisés par domaine d'étude. De ce coût standardisé moyen est déduit un montant correspondant à la moyenne des taxes de cours ainsi qu'aux contributions fédérales effectives ou forfaitaires. Une déduction supplémentaire de 15% est finalement appliquée au titre de l'avantage de localisation (art. 10 al. 1). Le mécanisme est illustré dans le graphique suivant :



Source : CDIP

Ainsi, trois blocs de coûts resteront à la charge des cantons sièges : l'intégralité du coût des infrastructures, 15% du coût de la recherche et 15% pour avantage de localisation.

2.2 Position du Canton de Vaud

Les éléments principaux de la position vaudoise lors de la consultation en 2017 sont rappelés ici. De manière générale, le Conseil d'Etat vaudois a salué la révision en profondeur de l'AIU. Celle-ci permet de le moderniser et de fonder les tarifs sur des coûts effectifs. Le Conseil d'Etat a souligné qu'il est essentiel que la totalité du coût de l'enseignement soit pris en compte et que les coûts de la recherche à la charge de la collectivité responsable soient intégrés au modèle. Un enseignement de qualité dans les universités ne peut en effet se passer de recherche, comme l'indique d'ailleurs clairement la LEHE. Le gouvernement vaudois a également salué la possibilité offerte par le nouvel accord d'adapter régulièrement les tarifs AIU en suivant un mécanisme plus transparent, ceci en se basant sur des données relevées par la statistique officielle de l'OFS.

Toutefois, le Conseil d'Etat vaudois s'est opposé au critère de la neutralité du volume total des contributions pour la détermination du montant des déductions, arbitraire selon lui. Il a proposé de fonder les contributions sur une estimation d'une juste indemnisation des coûts totaux de la formation. Il a constaté que la façon de calculer les tarifs proposés par l'AIU 2017 aboutit à un taux de couverture trop faible. En effet, les cantons universitaires sont doublement pénalisés par la déduction « localisation » de 15%, en plus de la déduction « recherche » de 15%, alors que les coûts d'infrastructures sont déjà entièrement à leur charge. Cette manière de calculer les contributions mène à un taux de couverture de 77.8% hors infrastructures, ou 66% en tenant compte de celles-ci. Le gouvernement vaudois a approuvé la déduction « recherche » compte tenu des retombées positives qu'elle apporte au tissu économique local, ce qui contribue déjà à compenser les avantages de localisation. Le Conseil d'Etat a donc demandé l'abandon de la deuxième déduction « localisation » de 15% figurant à l'article 10.

Le Grand Conseil vaudois a renoncé à prendre position, dans la mesure où la Commission interparlementaire romande s'est saisie du dossier. Cette dernière a salué le projet mis en consultation et a transmis à la CDIP un amendement concernant l'article 11, en demandant de le compléter avec la mention suivante: « Pour les étudiantes et étudiants qui commencent de nouvelles études après avoir obtenu un premier titre universitaire, le calcul du nombre de semestres repart à zéro », de façon à conserver cette disposition qui existe dans l'accord AIU 1997 actuellement en vigueur. Cette proposition a été retenue dans l'AIU 2019.

2.3 Modification du projet AIU après consultation (AIU 2019)

Le Secrétariat général de la CDIP a révisé le projet d'accord sur la base des résultats de la consultation et a collaboré avec le groupe de travail pour finaliser celui-ci en vue de son adoption par la CDIP. Ces modifications ont principalement porté sur les points suivants :

1. formulation d'une solution transitoire valable jusqu'à ce que les coûts validés du groupe de coûts III (semestres cliniques de médecine) soient disponibles, et limitation de la contribution AIU pour le groupe de coût III au double de la contribution du groupe de coûts II (art. 10 al. 3 et 26 al. 3) ;
2. attribution à la Conférence des cantons membres de l'accord, la compétence de piloter politiquement la hauteur des contributions AIU lorsque cela s'avère justifié dans le contexte d'une évolution dynamique des coûts (art. 16) ;
3. compétences supplémentaires pour la Conférence des cantons membres de l'accord : fixer la durée de validité des contributions AIU, modifier l'attribution d'un domaine d'études à un groupe de coûts et créer de nouveaux groupes d'études (art. 9 al. 3, art. 16) ;
4. introduction d'une disposition selon laquelle le décompte de semestres AIU repart de zéro lors du début d'un nouveau cursus (deuxième formation) et indication, afin de faciliter l'application de l'accord, qu'un second cursus ne peut être financé qu'après l'obtention d'un master dans le cadre du premier cursus (art. 11 al. 2) ;
5. abandon de l'exception au principe définissant le canton débiteur prévue à l'art. 12 al. 2 let a et b. Aussi comme dans l'actuel AIU, le canton débiteur est le canton de domicile de l'étudiant-e qui obtient le certificat donnant accès aux études universitaires ;
6. introduction d'une disposition permettant d'atténuer les conséquences financières du passage de l'AIU 1997 à l'AIU 2019 pendant une période transitoire de trois ans après l'entrée en vigueur de l'AIU 2019 (art. 27).

2.4 En résumé : l'AIU 2019 par rapport à l'AIU 1997

Les éléments suivants de l'AIU 2019 restent identiques à l'AIU 1997 :

- le but de l'accord (compensation des charges des cantons universitaires et libre circulation des étudiant-e-s) ;
- la détermination du canton débiteur (canton membre de l'accord dans lequel l'étudiant-e avait son domicile légal au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux études universitaires) ;
- la détermination des effectifs étudiants et des études donnant droit à des contributions (y compris les dispositions concernant des deuxième études) ;
- la durée de l'obligation de payer les contributions (12 semestres, respectivement 16 semestres pour le cursus de médecine) ;
- les trois groupes de coûts restent inchangés ;
- les dispositions concernant les taxes de cours (si la somme des taxes et des contributions AIU 2019 dépasse le coût standardisé du groupe de coût concerné, le montant des contributions est réduit en conséquence).

Les éléments suivants de l'AIU 2019 sont nouveaux par rapport à l'AIU 1997 :

- les tarifs ne figurent plus dans l'accord, c'est le mécanisme pour les déterminer qui y figure.
- les rabais pour pertes migratoires sont supprimés (rabais de 10% pour le Jura, Uri et le Valais ; rabais de 5% pour Glaris, les Grisons et le Tessin) ;
- la Conférence des cantons signataires de l'accord dispose de compétences lui permettant d'adapter les paramètres clés du mécanisme (durée et hauteur des contributions, détermination des groupes de coûts ou changements au sein de ceux-ci, etc.).

3. ADOPTION ET RATIFICATION DE L'ACCORD INTERCANTONAL UNIVERSITAIRE 2019

Le 27 juin 2019, l'Assemblée plénière de la CDIP a adopté le nouvel accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (AIU 2019) entièrement révisé par 18 voix sur 24, dont un rejet des cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel et Vaud et une abstention des cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Le Canton de Vaud s'est opposé en raison du modèle de calcul des tarifs ne permettant pas une juste compensation des charges des cantons universitaires. Le concordat, qui a ainsi obtenu la majorité des deux tiers requise pour son approbation, est transmis aux cantons pour ratification.

La déclaration d'adhésion du canton au nouvel accord AIU implique le retrait de l'AIU 1997. Ce dernier prévoit qu'il peut être dénoncé au 31 décembre de chaque année, par déclaration écrite adressée à la Conférence des cantons membres de l'accord et moyennant un délai de résiliation de deux ans (art. 24 de l'AIU 1997). Pour assurer une bonne transition entre les deux accords, la CDIP invite les cantons à faire usage de la possibilité de résiliation de l'AIU 1997 avec effet rétroactif au 31 décembre 2019, avec l'indication que le retrait de l'accord ne sera toutefois effectif qu'au moment de l'entrée en vigueur de l'AIU 2019. Cette disposition, reprise à l'article 2 du projet de décret, permet d'assurer un passage sans délais au nouvel accord pour tous les cantons qui l'auront ratifié, ceci quelle que soit la date de la ratification de chacun d'eux.

Lorsque le nouvel AIU aura atteint un quorum de 18 cantons membres, il entrera en vigueur et l'AIU 1997 aura perdu sa validité. Les cantons n'ayant pas ou pas encore adhéré à l'AIU 2019, seront dès lors indemnisés sur la base de l'AIU 1997 au plus durant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord. Après ce délai, les cantons n'ayant pas adhéré à l'AIU 2019 tombent sous l'effet de l'article 15 de l'AIU 2019 relatif au traitement des étudiant-e-s des cantons non membres de l'accord, à savoir (al. 1) que leurs étudiant-e-s ne peuvent se prévaloir des mêmes droits que les autres étudiant-e-s, (al. 2) que ceux-ci ne sont admis à une filière d'études donnant droit à des contributions qu'une fois que les étudiant-e-s des cantons membres de l'accord y ont obtenu une place d'études et (al. 3) qu'ils doivent s'acquitter, pour les cursus suivis, de contributions d'un montant correspondant au moins à celui de contributions prévues à l'art. 10.

En annexe, figure le texte de l'accord AIU 2019 accompagné des commentaires article par article, tels qu'adoptés par l'Assemblée plénière de la CDIP.

4. INCIDENCES FINANCIERES DE L'AIU 2019

Le secrétariat de la CDIP a effectué des simulations afin d'évaluer les effets financiers de l'AIU 2019. Une première version, basée sur les données statistiques de 2016-2017 (estimation I AIU 2019) a été mise à jour sur la base des données 2017-2018 en août 2020 (estimation II AIU 2019). Les deux versions et leurs impacts estimés sont détaillés ci-dessous.

4.1 Estimation des tarifs AIU 2019 par groupe de coûts

Tarifs AIU	AIU 1997	AIU 2019 Estimation I	AIU 2019 Estimation II	Différences	
				Estimation I – AIU 1997	Estimation II – AIU 1997
Groupe I	10'600	9'655	9'736	-945	-864
Groupe II	25'700	25'599	24'800	-101	-900
Groupe III	51'400	51'197	49'601	-203	-1'799

Source : CDIP

Ces simulations sont à prendre avec réserve car les nouveaux tarifs seront calculés à l'entrée en vigueur du nouvel accord, et basés sur les dernières statistiques disponibles à ce moment-là. On peut néanmoins constater que les estimations des tarifs pour les trois groupes de coûts sont inférieures aux tarifs AIU 1997. Les variations entre les deux estimations de tarifs sont essentiellement dues à l'évolution du nombre d'étudiant-e-s dans chaque groupe. La structure des coûts reste substantiellement similaire entre les deux estimations.

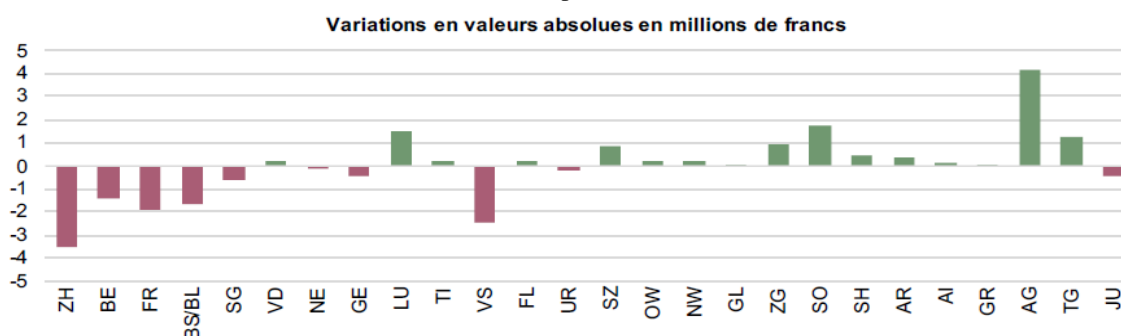
Ainsi, les effets attendus au niveau des cantons seront également tributaires de l'évolution du nombre d'étudiant-e-s par groupe de coûts. De surcroît, pour les cantons universitaires, les effets découleront de la variation par groupe de coûts entre les étudiant-e-s partant étudier dans un autre canton et les étudiant-e-s accueillis dans le canton.

Une phase transitoire de trois ans permettant d'atténuer les conséquences financières du passage au nouveau modèle de calcul des tarifs est prévu.

4.2 Estimations des répercussions par canton

Selon l'estimation II du secrétariat du CDIP (publiée en août 2020 sur la base des données 2017-2018), les incidences financières du changement de système pour tous les cantons suisses, à l'instar du Canton de Vaud, sont limitées. Pour les cantons universitaires, le solde obtenu correspond au total des recettes (contributions des autres cantons) moins les dépenses (contributions aux autres cantons). Pour les cantons non universitaires, le solde correspond aux contributions versées aux autres cantons.

Le tableau ci-dessous détaille les variations estimées par canton :



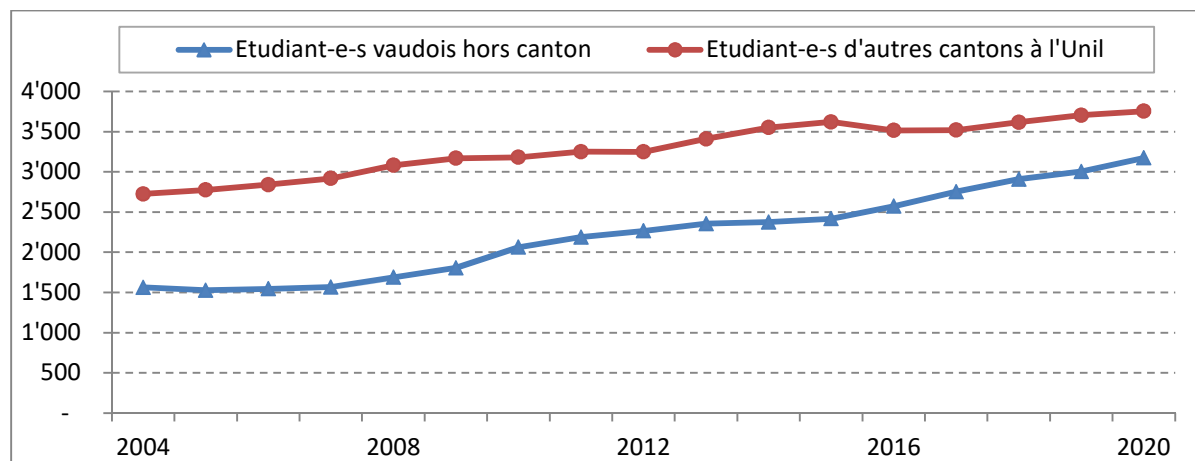
Les résultats des calculs d'estimation des répercussions varient évidemment lorsque les données de base sont modifiées. Cependant, les deux estimations produites par le secrétariat de la CDIP parvenaient à des conclusions similaires, c'est-à-dire que les répercussions financières du changement de système sur chacun des cantons et sur le volume total des contributions sont minimes pour la plupart d'entre eux.

Considérant ces estimations, le passage au nouvel accord AIU 2019 serait à l'avantage du Canton de Vaud, sous réserve que le nombre d'étudiant-e-s et les tarifs AIU demeurent stables lors de l'entrée en vigueur de l'AIU 2019.

4.3 Estimations des incidences pour le canton de Vaud et l'Université de Lausanne (Unil)

Dans le cas du Canton de Vaud, le nombre d'étudiant-e-s « exportés » – étudiant-e-s vaudois-e-s qui étudient hors du canton de Vaud pour lesquels le canton paie un autre canton – augmente régulièrement ces dernières années. Le nombre d'étudiant-e-s en provenance d'autres cantons – ceux pour lesquels le canton de Vaud reçoit une contribution des autres cantons – croît plus modérément. Comme on peut le voir ci-dessous, les deux courbes se rapprochent, ce qui signifie que l'effet de la baisse des tarifs sera relativement faible pour le canton de Vaud : le canton recevra moins des autres cantons pour les étudiant-e-s « importés » mais en parallèle, il paiera moins pour ses étudiant-e-s « exportés ».

Canton de Vaud - Nombre d'étudiant-e-s AIU 2004 – 2020



Source : CDIP

Sur la base des « tarifs » estimation II AIU 2019 ci-dessus et du nombre d'étudiant-e-s concernés en 2020, la situation se présente de la manière suivante :

CHF mio	Tarifs AIU 1997	Tarifs AIU 2019 Estimation II	Delta
Montant à payer pour le canton de Vaud	-46.50	-43.64	2.86
Montant à recevoir pour les étudiants des autres cantons	68.30	64.70	-3.59
Réductions pour pertes migratoires	-1.07	-	1.07
Montant à recevoir par l'Unil	67.23	64.70	-2.52
Effet net	20.73	21.06	0.34

Comme le montre le tableau ci-dessus, les conséquences financières pour l'Etat de Vaud et l'UNIL sont contrastées puisque l'Etat de Vaud verrait ses charges réduites de 2.86 millions alors que l'UNIL verrait son financement diminuer de 2.52 millions. Les répercussions financières nettes globales se montent à 0.34 millions.

Etant donné que l'Etat est responsable de fournir à l'Université les moyens financiers nécessaires à son fonctionnement et à son développement (LUL, art. 37), il s'agira pour le Canton de Vaud de prévoir une compensation de cet impact budgétaire lors de l'entrée en vigueur du nouvel accord. Cette compensation devra être prise en considération dans le cadre du processus budgétaire tout en tenant compte de la phase transitoire, des dernières estimations possibles et des cibles budgétaires départementales du Conseil d'Etat.

5. CONCLUSIONS

L'AIU est un accord clé pour le financement des universités, assurant une compensation des charges entre cantons et la libre circulation des étudiant-e-s en Suisse. La révision de 2019 introduit notamment un mécanisme de détermination dynamique des tarifs qui permet leur ajustement dans le temps. L'abandon des compensations pour pertes migratoires devenues obsolètes est salué. Cette révision apporte ainsi des avantages, ceci même si le taux de couverture obtenu n'est pas à la hauteur des attentes du gouvernement vaudois.

Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat a l'honneur de proposer au Grand Conseil le projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à ratifier l'accord intercantonal du 27 juin 2019 sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU 2019) et résiliation de l'AIU du 20 février 1997.

ANNEXE

Accord intercantonal du 27 juin 2019 sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) et commentaires des articles de l'accord

Art. 1 But

¹ L'accord règle l'accès intercantonal aux hautes écoles universitaires cantonales et aux institutions du domaine universitaire en respect du principe de l'égalité de traitement et fixe la compensation versée par les cantons aux cantons responsables.

² Il favorise ainsi l'équilibre des charges entre les cantons et la libre circulation estudiantine et s'inscrit dans la coordination de la politique des hautes écoles en Suisse.

Le but formulé à l'art. 1 du nouvel accord correspond pour l'essentiel à celui de l'accord de financement actuel (AIU 1997) et est à mettre en relation avec l'art. 3: les cantons responsables des hautes écoles et instituts universitaires (pour les hautes écoles privées, les cantons sièges) garantissent aux étudiantes et étudiants des cantons membres de l'accord un accès aux hautes écoles universitaires ou aux institutions du domaine universitaire qui respecte l'égalité de traitement; en contrepartie, les cantons membres de l'accord versent une compensation aux cantons responsables des hautes écoles (pour les hautes écoles privées, aux cantons sièges). La libre circulation qui résulte de l'accord contribue à coordonner la politique en matière de hautes écoles et, en particulier, à améliorer l'équité de l'espace suisse de la formation.

Art. 2 Subsidiarité par rapport aux accords de coresponsabilité et de cofinancement

Les accords intercantonaux qui règlent la coresponsabilité et le cofinancement d'une ou de plusieurs hautes écoles universitaires et d'institutions du domaine universitaire priment le présent accord, à condition qu'ils n'enfreignent pas les principes prévus à l'art. 3.

La réglementation de la subsidiarité se rapporte aux accords conclus entre certains cantons, qui, en raison d'un cofinancement des charges liées à la responsabilité d'une haute école, prévoient une prestation financière en dehors de l'AIU. Le principe de la subsidiarité par rapport à de tels accords, qui figure déjà dans l'AIU 1997, est repris dans le nouvel AIU. Pour l'application de l'art. 2, une coresponsabilité juridique formelle envers la haute école universitaire n'est pas nécessaire, une participation aux coûts sur la base d'une convention de prestations suffit.

Art. 3 Principes

¹ Les cantons débiteurs versent aux cantons responsables des hautes écoles universitaires des contributions aux coûts de formation de leurs étudiantes et étudiants.

² Les cantons responsables des hautes écoles universitaires sont tenus de fournir pour leurs propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord.

³ Ils accordent les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord.

Le respect des principes énoncés à l'art. 3 s'applique également lorsque plusieurs cantons partagent la responsabilité d'une haute école. La répartition interne des coûts n'est pas traitée par le présent accord.

L'al. 1 reprend sous forme de principe le but de la compensation formulée à l'art. 1 de l'accord. Les cantons considérés comme débiteurs au sens de l'art. 12 de l'accord versent au canton responsable de telle ou telle haute école une contribution aux coûts du cursus universitaire suivi par leurs étudiantes et étudiants.

L'al. 2 garantit que les cantons responsables d'institutions engagent dans l'ensemble, pour leurs ressortissantes et ressortissants qui y étudient, des dépenses dont la hauteur égale au moins celle des contributions AIU. Lors du calcul de ces prestations appréciables en argent, on prend pour base l'ensemble des dépenses du canton responsable dans tous les domaines d'études, y compris le coût des infrastructures.

Le principe de l'égalité des droits défini à l'al. 3 trouve un écho à l'art. 14 s'agissant de l'admission et à l'art. 15 concernant le traitement des étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord.

Art. 4 Offres d'études donnant droit à des contributions

¹Donnent droit à des contributions les offres d'études proposées par les hautes écoles publiques cantonales qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et par les institutions publiques cantonales du domaine universitaire qui sont accréditées.

²La Conférence des cantons membres de l'accord peut reconnaître le droit à des contributions pour les hautes écoles universitaires et les institutions du domaine universitaire qui sont en cours de procédure d'accréditation. Elle définit les critères déterminants dans des directives. L'art. 26 demeure réservé.

³Les offres d'études débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée donnent droit à des contributions si elles respectent les conditions de reconnaissance supplémentaires formulées dans le droit applicable.

⁴Sont considérées comme offres d'études au sens des al. 1 à 3

- a. les études de niveau bachelor ou master,
- b. les études de niveau doctorat, en tenant compte de l'art. 11,
- c. d'autres offres d'études désignées par la Conférence des cantons membres de l'accord.

⁵Les cours préparatoires et les offres de formation continue ne donnent pas droit à des contributions.

Selon l'al. 1, les offres d'études des hautes écoles *publiques* cantonales disposant d'une accréditation d'institution et celles des institutions *publiques* des cantons qui sont accréditées sur la base de la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE) donnent automatiquement droit à des contributions. Cette formulation inclut implicitement les hautes écoles universitaires publiques sous la responsabilité d'un collectif de cantons. Les offres d'études des hautes écoles privées donnant droit à des contributions sont définies à l'art. 5.

L'al. 1, a pour conséquence que l'accréditation d'institution définie dans la LEHE est désormais garante de la qualité des offres, ce qui est nouveau. Une telle accréditation sur la base de la LEHE est également obligatoire pour l'Université du Liechtenstein (l'art. 25 dispose que la principauté du Liechtenstein peut adhérer à l'accord). Le présent accord est un accord de financement suisse. Pour éviter une inégalité de traitement entre les hautes écoles suisses et liechtensteinoises, seul le droit suisse relatif aux hautes écoles doit s'appliquer lors de la détermination du droit aux contributions, y compris dans le cas de l'Université du Liechtenstein.

L'al. 2 régleme la question des contributions financières concernant les étudiantes et étudiants d'institutions dont l'accréditation est en cours. La Conférence des cantons membres de l'accord se voit confier la compétence de déclarer que des offres d'études donnent droit à des contributions durant le déroulement de la procédure, pour autant que celle-ci ait des chances d'aboutir. Elle doit définir dans des directives les critères à appliquer dans ce cas. La disposition transitoire figurant à l'art. 26, al. 1, de l'accord demeure réservée, par analogie avec la réglementation fédérale prévue dans la LEHE.

La réserve formulée à l'al. 3 en cas d'offre d'études dont le diplôme mène à une profession réglementée se rapporte en particulier

- aux critères d'accréditation supplémentaires de la loi sur les professions médicales universitaires (loi sur les professions médicales, LPMéd), (art. 23 et 24) et de la loi fédérale sur les professions de la santé (LPSan) (art. 6 et 7),
- aux conditions de reconnaissance édictées par la CDIP pour la formation des enseignantes et enseignants et pour les professions pédago-thérapeutiques en application de l'accord sur la reconnaissance des diplômes, et
- aux exigences à l'égard des enseignantes et enseignants des écoles professionnelles et des écoles de maturité professionnelle définies dans la loi sur la formation professionnelle (art. 46) et dans l'ordonnance sur la formation professionnelle (art. 46 et 47).

Les offres d'études débouchant sur des professions *réglementées* doivent remplir non seulement les conditions de l'accréditation d'institution en application de la LEHE, mais également d'autres conditions, à savoir celles définies dans les bases légales applicables et qui permettent en fin de compte d'accéder effectivement à ces professions. Le renvoi à ces conditions supplémentaires est indispensable si l'on veut éviter toute possibilité de financer dans le cadre de l'AIU des offres dont le diplôme ne donne pas accès à la profession réglementée.

L'al. 4 définit les offres d'études qui entrent concrètement dans le champ d'application de l'AIU: les filières bachelor et master ainsi que les études de doctorat, à condition que ces dernières s'accomplissent pendant la durée ordinaire des études fixée à l'art. 11. Les formations menant à l'enseignement du degré secondaire II (enseignantes et enseignants des écoles de maturité ou certaines catégories de responsables de la formation professionnelle) sont incluses à la *let. c*. La formulation inclut également les filières licence ou diplôme conformes à l'ancienne réglementation, qui disparaissent progressivement. Les offres d'études entrant dans le champ d'application de la *let. c* doivent dans tous les cas être désignées comme donnant droit à des contributions par la Conférence des cantons membres de l'accord.

Comme l'AIU soutient uniquement les formations de base, l'al. 5 précise explicitement que les cours préparatoires et les offres de formation continue (comme le *Master of Advanced Studies* [MAS]) ne donnent pas droit à des contributions. Les offres de formation continue ne sont pas des formations de base et doivent en outre s'autofinancer. Il est en l'occurrence important d'exclure explicitement ces deux types d'offres du droit à des contributions à la lumière de la compétence attribuée à la Conférence des cantons membres de l'accord par l'al. 4, *let. c*.

Art. 5 Offres d'institutions privées donnant droit à des contributions

¹Les offres d'études des hautes écoles qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et celles des institutions du domaine universitaire privées accréditées peuvent se voir reconnaître le droit à des contributions par la Conférence des cantons membres de l'accord, à condition que le canton siège

- a. participe au financement des coûts de la haute école privée,
- b. lui fournisse pour ses propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord,
- c. garantisse qu'elle accorde les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord, et
- d. soit représenté dans l'instance responsable de ladite haute école ou participe sous une autre forme à la conduite stratégique de celle-ci.

²L'art. 4, al. 3 à 5, et l'art. 6 s'appliquent également aux institutions privées.

L'al. 1 établit que la Conférence des cantons membres de l'accord peut reconnaître comme donnant droit à des contributions les offres d'études des hautes écoles privées institutionnellement accréditées et des institutions universitaires privées accréditées, à condition que les cantons sièges jouent un rôle de garants dans la reconnaissance du droit aux contributions accordée à ces établissements: ils doivent participer financièrement à la haute école privée concernée, s'assurer que celle-ci observe les principes formulés à l'art. 3 et participer d'une manière ou d'une autre à sa conduite stratégique. Les hautes écoles universitaires privées n'ont pas automatiquement droit à des contributions, même si elles remplissent toutes les conditions. La Conférence des cantons membres de l'accord décide dans chaque cas si elle reconnaît ou non ce droit et elle peut le retirer lorsque les conditions ne sont plus remplies.

Exemples: la Formation universitaire à distance, Suisse (Unidistance), ou l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève, qui sont organisés en tant que fondations. Toutes deux sont subventionnées par la Confédération au titre d'institut universitaire.

Les hautes écoles privées en cours de procédure d'accréditation sont exclues de cette réglementation conformément à *l'al. 2*, car elles doivent faire valoir une accréditation définitive. L'art. 4, al. 2, ne s'applique par conséquent pas aux institutions privées.

Art. 6 Base de données des filières d'études donnant droit à des contributions

¹Les filières d'études donnant droit à des contributions sont recensées par domaines d'études dans une base de données.

²Si les caractéristiques du système de formation ne permettent pas de déterminer à quel domaine d'études appartient une offre ou en cas de controverse, la question est tranchée par la Commission AIU.

La solution qui s'impose pour le recensement des offres d'études donnant droit à des contributions est la banque de données des étudiants du Système d'information universitaire suisse (SIUS) que tient l'Office fédéral de la statistique (OFS) (cf. commentaire de l'art. 7, al. 3). Étant donné que les offres d'études individuelles ne sont ni accréditées ni reconnues en tant que telles, exception faite du cas prévu à l'art. 4, al. 3, l'appartenance des domaines d'études à l'un des groupes de coûts prévus à l'art. 9 est en principe déterminée automatiquement. Selon *l'al. 2*, il incombera en l'occurrence à la Commission AIU de déterminer le groupe de coûts dans les cas où l'appartenance d'un domaine d'études ne se laisse pas clairement déduire des caractéristiques du système ou que la question s'avère controversée.

Art. 7 Etudiantes et étudiants

¹Sont réputées étudiantes et étudiants donnant lieu à des contributions au titre du présent accord les personnes qui sont immatriculées pour une offre d'études donnant droit à des contributions.

²Les étudiantes et étudiants ne capitalisant pas d'unités de cours ne donnent pas lieu à des contributions.

³Les effectifs estudiantins sont établis sur la base des statistiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Selon *l'al. 1*, chaque personne immatriculée pour une offre d'études donnant droit à des contributions et donc considérée comme étudiante fait l'objet d'une contribution cantonale compensatoire au sens de l'accord.

L'al. 2 prévoit une exception au versement de contributions pour le cas où des étudiantes et étudiants, bien qu'immatriculés, ne capitalisent pas d'unités de cours. Il est aujourd'hui possible d'identifier les personnes bénéficiant d'un semestre de congé grâce aux informations fournies par l'OFS. Aucune contribution n'est donc

versée pour elles. Les autres cas où des étudiantes et étudiants ne capitalisent pas d'unités de cours durant un semestre ne font pas l'objet d'un relevé à l'heure actuelle.

Pour l'administration et pour la centralisation de l'encaissement, il est indispensable de disposer d'une base de données fiable (al. 3). Le Système d'information universitaire suisse (SIUS) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) est la solution qui s'impose ici aussi. Selon l'art. 10, al. 3ter, de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale, l'office, en étroite collaboration avec les hautes écoles, tient un fichier suisse des étudiantes et étudiants dans le cadre du SIUS, qui sert à l'établissement des statistiques. Les cantons et les hautes écoles sont, aujourd'hui déjà, en droit d'utiliser les informations du registre pour opérer les vérifications nécessaires à leur gestion financière et administrative et à la sauvegarde de leurs intérêts juridiques conformément à l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997. Les cantons continueront à l'avenir de recevoir la liste nominative des personnes pour lesquelles ils versent des contributions AIU.

Art. 8 Assiette des contributions

¹Les contributions intercantionales sont fixées pour chaque groupe de coûts sous la forme d'un montant forfaitaire annuel par étudiant ou étudiante.

²Elles sont facturées aux cantons débiteurs sur la base des effectifs estudiantins recensés aux semestres d'automne et de printemps. La Commission AIU décide des modalités de la facturation.

A l'instar de l'AIU 1997, le nouvel accord adopte un système constitué de contributions forfaitaires annuelles qui reposent sur les effectifs estudiantins des deux semestres et qui sont versées aux cantons sièges des universités une fois par an. Ce système est défini explicitement à l'art. 8, ce qui n'était pas le cas dans l'AIU 1997. L'al. 1 précise notamment que les contributions à verser par étudiant ou étudiante sont fixées par groupes de coûts, lesquels sont définis à l'art. 9.

L'al. 2 indique que les effectifs pris comme assiette des contributions sont recensés aux semestres d'automne et de printemps. Comme dans le cadre de l'AIU 1997, la première tranche se rapporte aux effectifs du semestre d'automne et la seconde, à ceux du semestre de printemps.

Quant aux modalités précises de la facturation, elles sont fixées par la Commission AIU.

Art. 9 Bases servant à fixer le montant des contributions intercantionales

¹Le calcul des contributions intercantionales se base sur le coût standardisé de chaque domaine d'études. Ce coût s'obtient en prenant en compte

- a. le solde du coût d'exploitation de l'enseignement après déduction des fonds de tiers alloués à l'enseignement, à 100 %, et
- b. le solde du coût d'exploitation de la recherche à la charge du canton responsable de la haute école universitaire après déduction des fonds de tiers alloués à la recherche, à 85 %.

Ce coût est déterminé sur la base de la statistique financière des hautes écoles de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le coût des infrastructures n'est pas crédité.

²Les domaines d'études et leur rattachement aux groupes de coûts sont définis dans l'annexe de l'accord.

³En cas de modifications importantes des bases de calcul définies à l'al. 1, la Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, à créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou à subdiviser un groupe de coûts existant. Elle peut en outre plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié.

Les contributions reposent par principe sur les coûts: construit sur l'idée que chaque domaine d'études se caractérise par un coût typique déterminé, les domaines d'études semblables ont été réunis dans le même groupe de coûts.

L'al. 1 définit la manière d'établir le coût standardisé. On calcule tout d'abord, pour chaque domaine d'études, le coût d'exploitation de l'enseignement après déduction des fonds de tiers à partir de la statistique des coûts réalisée par l'OFS. Ce coût est pris en compte à 100 %. On y ajoute ensuite 85 % du coût d'exploitation de la recherche restant après déduction des fonds de tiers. Le total correspond au coût standardisé par domaine d'études (sans prise en compte du coût des infrastructures). Le coût standardisé par groupe de coûts est ensuite calculé sur la base du coût standardisé des domaines d'études.

La déduction de 15 % opérée sur le coût de la recherche s'explique de la manière suivante: bien que la recherche soit indispensable à un enseignement universitaire de qualité, les cantons non universitaires n'ont pas à payer pour la recherche de pointe pratiquée par les universités, qui n'est pas directement nécessaire à l'enseignement et dont profitent le plus souvent les cantons sièges. L'AIU réglementant la compensation des charges de l'enseignement universitaire, on considère donc ici que créditer à 85 % le coût d'exploitation de la recherche incombant aux cantons responsables des hautes écoles universitaires, après déduction des fonds de tiers, dans le calcul des tarifs permet à celles-ci d'assurer un enseignement d'un haut niveau de qualité.

Le coût des infrastructures, telles que le loyer et les amortissements de même que les investissements correspondants, n'est pas crédité et reste à la charge des cantons sièges. En retirant ce bloc de coûts important, on tient partiellement compte des avantages dont profitent les cantons qui ont une université et, en outre, on fait en sorte que les contributions restent à peu près dans les normes actuelles.

L'al. 2 indique que les domaines d'études et leur rattachement à un groupe de coûts figurent dans l'annexe de l'accord.

L'al. 3 donne à la Conférence des cantons membres de l'accord la compétence de modifier l'annexe: elle a ainsi la possibilité, en cas de modification importante de la structure des coûts des offres d'études, de changer le groupe de coûts auquel ces offres sont rattachées, de créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou de subdiviser des groupes de coûts existants. De plus, cet alinéa lui donne la compétence de plafonner, pour un ou plusieurs groupes de coûts, le coût d'exploitation de la recherche pris en compte.

La Conférence des cantons membres de l'accord s'est vu attribuer ces compétences, car la consultation sur le nouvel AIU a montré que de nombreux cantons le souhaitaient afin de permettre le pilotage de l'évolution des coûts dans le contexte de l'introduction d'un modèle dynamique.

Les groupes de coûts définis au moment de l'entrée en vigueur de l'accord correspondent à ceux des groupes de facultés actuels mentionnés à l'art. 9 de l'AIU de 1997:

groupe de coûts I:	sciences humaines et sociales, économie et droit
groupe de coûts II:	sciences exactes, naturelles et techniques, pharmacie, première et deuxième années d'études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire
groupe de coûts III:	médecine humaine, dentaire et vétérinaire à partir de la troisième année d'études

Le domaine d'études «interdisciplinaire et autre» fait partie du groupe de coûts I comme actuellement (groupe de facultés I). Ce domaine d'études comprend les disciplines suivantes: écologie, sport, sciences militaires, études interdisciplinaires ou interfacultaires et études femmes/genres.

La statistique financière des hautes écoles établie par l'Office fédéral de la statistique ne distingue pas la formation préclinique de la formation clinique au sein des filières d'études médicales. En conséquence, la première et la deuxième année des filières d'études médicales ne sont pas prises en compte lors du calcul de la hauteur des contributions pour le groupe de coûts II. Cette façon de procéder se justifie, car le type

d'enseignement concerné est similaire à celui des autres domaines d'études du groupe de coûts II (par ex. chimie, biologie).

Contrairement à l'AIU 1997, le nouvel AIU prévoit, à l'art. 6, que la Commission AIU peut trancher dans les cas controversés ou lorsque les caractéristiques du système de formation ne permettent pas de déterminer à quel domaine d'études appartient une offre.

Art. 10 Hauteur des contributions intercantionales

¹Pour chaque groupe de coûts est calculée la moyenne des coûts standardisés des domaines d'études. De ce coût moyen est déduit un montant correspondant à la moyenne des taxes de cours ainsi qu'aux contributions fédérales effectives ou forfaitaires. Les contributions correspondent à 85 % du montant ainsi obtenu.

²La hauteur des contributions intercantionales pour le groupe de coûts III ne dépasse pas le double de la moyenne des coûts de l'enseignement calculés conformément à l'art. 9, al. 1, let. a, pour les domaines d'études appartenant à ce groupe. La Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé lorsque cela s'avère justifié. L'art. 26, al. 3, demeure réservé.

³La Conférence des cantons membres de l'accord a compétence pour fixer la hauteur et la durée de validité des contributions.

Le calcul de la hauteur des contributions d'un groupe de coûts prend comme point de départ le coût standardisé établi conformément à l'art. 9. Ce coût est divisé par le nombre d'étudiantes et étudiants des domaines d'études faisant partie d'un groupe de coûts. On obtient ainsi le coût moyen par étudiant pour chaque groupe de coûts. On déduit ensuite de ce coût moyen un montant correspondant à la moyenne des taxes de cours individuelles et aux contributions fédérales. La Conférence des cantons membres de l'accord a compétence pour fixer la hauteur du montant correspondant aux contributions fédérales (contributions effectives ou forfaitaires) qui doit être déduit des coûts standardisés.

Une fois opérées ces déductions, une déduction supplémentaire de 15 % est ensuite opérée sur le coût résiduel par étudiant ou étudiante de chaque groupe de coûts, compensant ainsi les avantages dont profitent les cantons qui ont une université. Les contributions définies à l'al. 1 couvrent donc, au final, 85 % de ce coût résiduel. Pour faire contreponds aux avantages liés à la localisation, les cantons sièges prennent par conséquent à leur charge le coût des infrastructures, 15 % du coût de la recherche et 15 % du solde restant après les déductions mentionnées.

Pour la période transitoire durant laquelle les coûts validés du groupe de coûts III ne seront pas encore disponibles, les contributions correspondant à ce groupe de coûts seront fixées conformément à l'art. 26, al. 3. Lorsque des coûts validés seront disponibles pour le groupe de coûts III, l'al. 2 limitera la hauteur des contributions pour ce groupe au double des coûts de l'enseignement par étudiante ou étudiant. Ce plafond des contributions tient compte du fait que les coûts de la recherche se rapportant au groupe de coûts III ne peuvent pas être relevés de manière exhaustive.

Ainsi, une fois que les coûts validés seront disponibles, il est prévu de calculer tout d'abord les contributions selon les modalités décrites aux articles 9 et 10, al. 1, puis de vérifier si ces contributions dépassent la limite définie à l'art. 10, al. 2. Si c'est le cas, les contributions seront plafonnées au double des coûts de l'enseignement.

Un exemple du calcul du plafond défini à l'al. 2 est présenté ci-après. Les chiffres utilisés sont les coûts, encore non validés au moment de la mise en vigueur, de l'enseignement pour le groupe de coûts III, relevés par l'OFS (année: 2016/2017):

Coûts d'exploitation de l'enseignement pour les filières d'études médicales après déduction des fonds de tiers:
26 810 francs x 2 = plafond des contributions pour le groupe de coûts III.

Coûts d'exploitation de l'enseignement pour les filières d'études médicales après déduction des fonds de tiers:
26 810 francs x 2 = 53'620 francs.

Dans le cas où, sur la base des coûts validés, on obtiendrait, selon le mode de calcul décrit ci-dessus, des contributions inférieures, ce sont ces dernières qui seraient retenues.

Enfin, l'al. 2 prévoit que la Conférence des cantons membres de l'accord peut décider d'augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé.

L'al. 3 dispose que la Conférence des cantons concordataires détermine la hauteur des contributions et leur durée de validité.

Art. 11 Durée de l'obligation de payer les contributions

¹Les contributions intercantionales au sens du présent accord doivent être versées pour le premier et, le cas échéant, pour un second cursus. Ces cursus peuvent comprendre le cycle de bachelor, le cycle de master et éventuellement le cycle doctoral. Un second cursus ne peut être financé qu'après l'obtention d'un premier titre universitaire du niveau master.

²La durée de l'obligation de payer est limitée à 12 semestres pour le premier cursus et à 12 semestres supplémentaires pour le second cursus. Pour les cursus de médecine, l'obligation de payer est prolongée à 16 semestres.

³La Conférence des cantons membres de l'accord fixe la durée maximale donnant droit à des contributions pour les offres d'études visées par l'art. 4, al. 4, let. c.

L'obligation de payer les contributions induite par l'accord couvre, selon l'al. 1, le premier ainsi qu'un éventuel deuxième cursus, chacun d'entre eux pouvant être constitué d'études en cycle bachelor, master et, pour autant que la limite de 12 ou de 16 semestres n'ait pas encore été atteinte, doctoral.

Un second cursus au sens de l'accord ne peut être financé qu'après l'obtention d'un premier titre universitaire du niveau master. Le second cursus doit obligatoirement commencer en cycle bachelor ou master. En revanche, on ne considère pas comme second cursus au sens du présent accord un doctorat effectué à la suite d'un premier master universitaire, un deuxième bachelor effectué avant d'avoir obtenu un master ou un changement de discipline dans le cadre du premier cursus. Pour ces études, les contributions sont dues au titre du premier cursus jusqu'à la limite du nombre de semestres fixé. En cas de second cursus, le calcul du nombre de semestres repart de zéro.

Les durées des études définies à l'al. 2 restent les mêmes que dans l'AIU 1997. L'obligation de payer les contributions est limitée à 12 semestres (ou 16 semestres pour le groupe de coûts III), quel que soit le nombre de semestres passés dans chaque cycle. Cette règle correspond à l'art. 14 de l'AIU 1997, mais elle s'écarte de celle appliquée par la Confédération, qui fait une différence entre le cycle bachelor (maximum

7 semestres) et le cycle master (maximum 5 semestres, sauf pour le groupe de coûts III) dans le cadre du subventionnement des cycles d'études. Le maintien de cette divergence entre l'AIU et la législation fédérale se justifie par le fait que les cantons se versent mutuellement des forfaits uniquement afin de compenser les coûts occasionnés par les cursus et qu'ils n'utilisent pas le subventionnement comme un moyen d'agir sur la nature des études. L'AIU ayant pour seule visée d'offrir un système de compensation entre les cantons, il n'a pas à contenir de dispositions réglementant implicitement la nature des études.

La durée du versement définie à l'al. 2 n'implique pas que les étudiantes et étudiants puissent être exclus de leur cursus sous prétexte que la durée de l'obligation de payer des contributions est arrivée à échéance. Non, ils ont le droit de terminer leurs études dans les limites prévues par les réglementations de celles-ci, indépendamment de tout versement de compensations entre les cantons.

L'al. 3 confie à la Conférence des cantons membres de l'accord la compétence de déterminer la durée maximale applicable aux offres d'études visées par l'art. 4, al. 4, let. c. Il s'agit en l'occurrence d'offres d'études différentes d'un bachelor, d'un master ou d'un doctorat classique. L'art. 4, al. 4, let. c, s'applique par exemple aux formations préparant au diplôme d'enseignement du degré secondaire II. Les décisions de ce genre se prennent selon les majorités définies à l'art. 16.

Art. 12 Canton débiteur

¹Est canton débiteur le canton membre de l'accord dans lequel l'étudiant ou l'étudiante avait son domicile légal (art. 23 ss CC) au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux études universitaires.

²En cas de second cursus, le canton débiteur est celui où se trouve le domicile légal de l'étudiant ou de l'étudiante au moment du début de ses secondes études (début du semestre).

L'al. 1 part du domicile au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux hautes écoles, ce qui correspond à la réglementation de l'AIU 1997. Cette disposition fait sienne tout d'abord l'idée de provenance, en définissant comme canton débiteur en cas de premier cursus le canton de domicile au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux études.

Toutefois, les cantons de provenance doivent être libérés d'une créance prolongée dans le cas d'un second cursus. Selon l'al. 2, dans le cas des étudiantes et étudiants qui commencent un second cursus, le canton débiteur est celui dans lequel l'étudiant ou l'étudiante a son domicile légal au début de son second cursus (début du semestre). Est considéré comme début du cursus le début du semestre d'études d'après le calendrier académique des universités suisses. Les données relatives au domicile des étudiantes et étudiants concernés par l'al. 2 doivent être mises à disposition; elles sont relevées auprès d'eux par les universités et transmises à l'OFS.

Les dispositions de l'art. 12 correspondent à celles de l'art. 7 de l'AIU 1997. On a renoncé à la nouvelle formulation, proposée dans le projet mis en consultation, qui amenait des changements plus importants à la définition du canton débiteur, car elle aurait eu pour conséquence d'inclure dans l'AIU une grande partie des étudiants de nationalité étrangère ayant effectué leur scolarité à l'étranger.

Art. 13 Taxes de cours

Les cantons responsables des hautes écoles universitaires peuvent percevoir des taxes de cours individuelles appropriées. Si la somme desdites taxes et des contributions prévues à l'art. 10 dépasse le coût standardisé ayant servi au calcul des contributions pour le groupe de coûts concerné selon l'annexe, le montant de celles-ci est réduit en conséquence.

L'art. 13 correspond à l'art. 15 de l'AIU 1997. Cette disposition ne sert pas à réglementer les taxes de cours perçues par les cantons responsables ou par les hautes écoles, mais uniquement à empêcher que les cantons sièges perçoivent des taxes individuelles particulièrement élevées afin d'obtenir une couverture des coûts en contradiction avec les objectifs et les critères de calcul de l'accord.

Art. 14 Égalité de traitement lors de l'admission

Les candidates et candidats aux études ainsi que les étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord bénéficient des mêmes droits d'accès que ceux du ou des canton(s) responsable(s) de la haute école universitaire, y compris en cas de limitations de l'accès aux études.

Comme tous les accords de financement et de libre circulation conclus par la CDIP, l'AIU permet d'accéder aux offres universitaires telles que définies à l'art. 4 en bénéficiant de l'égalité de traitement garantie à tous les cantons membres de l'accord. L'art. 14 formule le principe fondamental de la libre circulation estudiantine: le canton responsable propose ses offres, du moment qu'elles lui donnent droit à des contributions, aux étudiantes et étudiants des autres cantons de l'accord selon les mêmes conditions qu'à ses propres ressortissantes et ressortissants.

Art. 15 Traitement des étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord

¹Les étudiantes et étudiants provenant de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord ne peuvent se prévaloir des mêmes droits que les autres étudiantes et étudiants.

²Ils ne sont admis à une filière d'études donnant droit à des contributions selon le présent accord qu'une fois que les étudiantes et étudiants des cantons membres de l'accord y ont obtenu une place d'études.

³Ils doivent s'acquitter, pour les cursus suivis, de contributions d'un montant correspondant au moins à celui des contributions prévues à l'art. 10.

L'art. 15 établit que les étudiantes et étudiants ou les candidates et candidats aux études des cantons non membres de l'accord n'ont pas droit à l'égalité de traitement, que ce soit en matière d'admission ou de taxes de cours. Ils ne sont en effet, d'une part, pas admis dans une offre d'études avant que les étudiantes et étudiants des cantons membres de l'accord y aient obtenu une place d'études (al. 2), et ils doivent d'autre part verser, en plus des taxes de cours, une contribution au coût de la formation d'un montant au moins équivalent à celui des contributions intercantionales définies à l'art. 10 (al. 3). Cela permet d'éviter que les cantons non membres de l'AIU puissent profiter des droits qui en découlent sans être liés par les obligations qui vont de pair. Pour l'obtention d'une réduction de leurs charges individuelles, les étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord se verront renvoyés à leurs cantons de provenance.

Art. 16 Conférence des cantons membres de l'accord

¹La Conférence des cantons membres de l'accord se compose des représentantes et représentants des gouvernements des cantons qui ont adhéré à l'accord, à raison d'un conseiller ou d'une conseillère d'État par canton.

²Ses tâches sont les suivantes:

- a. fixer la hauteur et la durée de validité des contributions intercantionales pour chaque groupe de coûts et définir le montant de la déduction correspondant aux contributions fédérales (art. 10),
- b. définir les domaines d'études et les rattacher à un groupe de coûts (art. 9, al. 2),
- c. changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou subdiviser un groupe de coûts existant ainsi qu'adapter l'annexe de l'accord en conséquence (art. 9, al. 3),
- d. plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié (art. 9, al. 3),
- e. augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé (art. 10, al. 2),
- f. désigner les autres offres d'études assimilées (art. 4, al. 4, let. c) et fixer leur durée ordinaire (art. 11, al. 3),
- g. réduire le cas échéant les contributions (art. 13),

- h. reconnaître ou non le droit à des contributions pour les offres d'études des hautes écoles en cours de procédure d'accréditation (art. 4, al. 2), pour celles débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée (art. 4, al. 3) ainsi que pour celles des hautes écoles privées (art.5),
- i. approuver le budget et les comptes relatifs à l'exécution de l'accord (art. 19),
- k. élire les membres de la Commission AIU ainsi que son président ou sa présidente (art. 17), et
- l. fixer l'année comptable à partir de laquelle les contributions pour le groupe de coûts III sont calculées sur la base des coûts validés.

³Les décisions relevant de l'al. 2, let. a à g ainsi que l, requièrent la majorité des deux tiers des membres de la Conférence dont la moitié au moins des cantons universitaires au sens du concordat sur les hautes écoles. Les autres décisions se prennent à la majorité simple des membres présents.

En partant du principe que les 26 cantons adhèrent à l'accord, la majorité des deux tiers, conformément à l'al. 3, est réunie lorsqu'au moins 18 cantons, dont cinq des dix cantons universitaires (selon la liste du concordat sur les hautes écoles) approuvent un projet de décision. La définition de canton universitaire applicable est celle de l'art. 6, al. 3, du concordat sur les hautes écoles, qui s'appuie à son tour sur le concordat intercantonal de coordination universitaire du 9 décembre 1999. La principauté du Liechtenstein n'est donc pas considérée comme un canton universitaire.

La Conférence des cantons membres de l'accord a fonction d'organe gouvernemental chargé de piloter l'accord. Les tâches qui lui reviennent dans la mise en œuvre des principes de l'accord sont définies à l'art. 16, al. 2; il s'agit d'un aperçu synthétique.

Art. 17 Commission AIU

¹En vue de l'exécution du présent accord, la Conférence des cantons membres de l'accord institue une Commission AIU. Ses membres sont nommés pour une période de quatre ans.

²La Commission AIU se compose de huit conseillères et conseillers d'État issus de cantons membres de l'accord. Quatre représentent un canton responsable d'une haute école universitaire et quatre, un canton qui ne l'est pas.

³Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) sont représentés à raison d'une personne chacun, qui prend part aux séances avec voix consultative.

⁴Les tâches de la Commission AIU sont notamment les suivantes:

- a. superviser l'exécution de l'accord, et en particulier le secrétariat,
- b. déterminer le groupe de coûts en cas de controverse conformément à l'art. 6, al. 2,
- c. formuler des propositions à l'attention de la Conférence des cantons membres de l'accord pour les décisions relevant de l'art. 16, al. 2, let. a à g et l, et
- d. régler les modalités concernant la facturation, le paiement des contributions, les échéances, les jours de référence et la procédure concernant les éventuels intérêts moratoires.

La Commission AIU est l'organe suprême de l'exécution opérationnelle de l'accord. La présente disposition règle la composition de la Commission ainsi que ses tâches.

Art. 18 Secrétariat

¹Le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) assume les fonctions de secrétariat de l'accord.

²Il procède à l'encaissement centralisé des contributions.

Comme pour tous les accords de financement et de libre circulation conclus par la CDIP, la gestion des dossiers de l'AIU incombe au Secrétariat général de la CDIP.

Art. 19 Frais liés à l'exécution de l'accord

Les frais liés à l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons qui en sont membres, au prorata de leurs effectifs estudiantins. Ils sont facturés annuellement.

Étant donné la situation qui prévaut actuellement en matière de finances et d'intérêts bancaires, on ne peut pas compter sur le revenu des intérêts pour couvrir le coût de l'exécution de l'accord, du moins dans un avenir proche, raison pour laquelle l'al.1 prévoit que les frais correspondants sont assumés par les cantons membres de l'accord proportionnellement au nombre de leurs étudiantes et étudiants, c'est-à-dire le total de ceux auxquels s'applique l'AIU.

Art. 20 Règlement des litiges

¹Le règlement des litiges qui pourraient survenir entre cantons membres de l'accord dans le cadre de l'application de celui-ci intervient selon la procédure définie dans l'ACI.

²Les litiges ne pouvant être réglés par cette voie sont tranchés par voie d'action auprès du Tribunal fédéral en application de l'art. 120, al. 1, let. b, LTF.

L'AIU étant un accord prévoyant une compensation des charges, le règlement des litiges éventuels entre dans le champ d'application de l'accord-cadre du 24 juin 2005 sur la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (accord-cadre, ACI). Les réglementations de ce dernier s'appliquent donc à tout litige issu du présent accord.

Art. 21 Adhésion

¹L'adhésion au présent accord se déclare auprès du Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

²En même temps qu'ils déclarent leur adhésion au présent accord, les cantons se retirent de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997.

La procédure de ratification s'effectue dans chaque canton selon le droit cantonal. Le gouvernement cantonal déclare ensuite l'adhésion de son canton auprès du Comité de la CDIP (*al. 1*).

La réglementation prévue à *l'al. 2* est une suite logique de l'adhésion: comme les deux accords portent sur le même domaine, les cantons qui adhèrent au nouvel accord doivent dans le même temps déclarer leur retrait de l'AIU 1997. Les cantons peuvent relier les deux dossiers en un seul objet parlementaire.

Art. 22 Entrée en vigueur

¹Le Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique fait entrer le présent accord en vigueur dès que celui-ci a reçu l'adhésion de 18 cantons.

²L'entrée en vigueur de l'accord est communiquée à la Confédération.

Comme pour tous les accords intercantonaux conclus par la CDIP, l'entrée en vigueur formelle de l'accord se fait par décision du Comité de la CDIP. Un quorum de 18 cantons est proposé pour l'AIU, car ce dernier ne pourra véritablement déployer les effets d'un accord de financement que si le plus grand nombre possible de

cantons y adhèrent. Le quorum proposé a également un impact sur la validité de l'AIU 1997, comme le décrit le paragraphe qui suit.

Il n'est juridiquement pas possible de dissoudre l'AIU en vigueur à travers une disposition du nouvel accord. Et ce n'est pas non plus une nécessité: l'art. 25 (nombre minimal de cantons signataires) de l'AIU 1997 prévoit que celui-ci n'est valable que si et aussi longtemps que la moitié des cantons universitaires et des cantons non universitaires en sont membres. Par conséquent, lorsque le nouvel AIU aura atteint le quorum de 18 cantons qui lui permet d'entrer en vigueur, l'AIU 1997 aura perdu sa validité en application de son art. 25.

L'art. 48, al. 3, de la Constitution fédérale exige que les conventions intercantionales soient portées à la connaissance de la Confédération.

Art. 23 Dénonciation

L'accord peut être dénoncé au 31 décembre de chaque année, par déclaration écrite adressée à la Conférence des cantons membres de l'accord et moyennant un préavis de deux ans.

Un canton ayant adhéré à l'accord a le droit de s'en retirer. Le délai de dénonciation est de deux ans. Pour les cantons qui restent membres de l'accord, ce dernier ne perd rien de sa validité.

Art. 24 Persistance des obligations en cas de dénonciation de l'accord

En cas de dénonciation du présent accord par un canton, ce dernier conserve les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'accord pour les étudiantes et étudiants se trouvant en formation à la date de son retrait, et ce, jusqu'à la fin de leurs études.

L'art. 24 garantit que les étudiantes et étudiants qui se trouvent déjà en formation au moment où leur canton sort de l'AIU continuent à bénéficier des contributions versées pour eux par celui-ci en tant que canton débiteur. L'art. 15, al. 3 (contributions supplémentaires), ne s'applique donc pas à eux, même après que leur canton est sorti de l'accord.

Art. 25 Principauté du Liechtenstein

La principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle a alors les mêmes droits et les mêmes obligations que les cantons membres de l'accord.

A l'image de l'AIU 1997 et des autres accords de financements tels que l'AHES ou l'AES, le nouvel accord offre également à la principauté du Liechtenstein la possibilité d'adhérer. Dans ce cas, la principauté du Liechtenstein a les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un canton membre de l'accord.

Art. 26 Dispositions transitoires

¹Le droit à des contributions fondé sur l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 reste acquis jusqu'à l'octroi de l'accréditation d'institution (art. 4, al. 2, et art. 5, al. 1) conformément à la LEHE et/ou jusqu'au constat du respect des conditions de reconnaissance supplémentaires conformément à l'art. 4, al. 3, et l'art. 5, al. 2, mais au plus durant les huit ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LEHE.

²L'indemnisation des cantons n'ayant pas ou pas encore adhéré au présent accord s'effectue sur la base de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 mais au plus durant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord. Une fois ce délai échu, l'art. 15 s'applique à tous les cantons non membres de l'accord.

³Tant que les coûts validés des études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire ne seront pas disponibles, les contributions intercantionales pour le groupe de coûts III s'élèveront au double des contributions pour le groupe de coûts II. La Conférence des cantons membres de l'accord décide à partir de quelle année comptable les contributions pour le groupe de coûts III sont versées sur la base des coûts validés.

L'art. 26, al. 1, correspond à l'art. 75 LEHE, selon lequel les hautes écoles et les autres institutions du domaine des hautes écoles doivent obtenir leur accréditation d'institution au plus tard dans les huit ans qui suivent l'entrée en vigueur de la loi (le 1er janvier 2015). Par conséquent, les universités et autres institutions du domaine universitaire reconnues comme ayant droit à des contributions selon le droit actuel le resteront au sens de la LEHE jusqu'à fin 2023 au plus tard. L'al. 1 formule la même réglementation pour les offres d'études ayant été reconnues comme ayant droit à des contributions dans le cadre de l'AIU 1997.

L'al. 2 garantit que les cantons qui n'ont pas (encore) adhéré au nouvel accord continueront à recevoir des contributions sur la base de l'AIU 1997 durant une période maximale de deux ans à dater de l'entrée en vigueur de l'accord. Passé ce délai, ils seront soumis au régime de l'art. 15 (traitement des étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord). Voir également le commentaire de l'art. 22.

L'al. 3 fixe la contribution pour les formations de médecine humaine, dentaire et vétérinaire à partir de la troisième année d'études (groupe de coûts III) au double du groupe de coûts II jusqu'au moment où les coûts validés seront disponibles pour ces domaines d'études. Lorsque ces coûts validés seront disponibles, les contributions seront fixées en application des art. 9 et 10. La Conférence des cantons membres de l'accord décide, à la majorité des deux tiers, de la date à laquelle ces données sont disponibles et de l'année comptable à partir de laquelle les contributions pour le groupe de coûts III doivent être calculées sur cette nouvelle base.

Art. 27 Calcul des contributions lors du passage de l'AIU 1997 à l'AIU 2019

¹Le calcul des contributions cantonales est aménagé comme suit pendant une période transitoire de trois ans après l'entrée en vigueur de l'AIU 2019:

- a. multiplication de la différence entre les contributions selon l'AIU 2019 et selon l'AIU 1997 par le facteur 0,25 pour la première année de facturation, par le facteur 0,5 pour la deuxième année de facturation puis par le facteur 0,75 pour la troisième année de facturation et détermination du rectificatif correspondant pour chaque canton,
- b. calcul des contributions effectives par canton sur la base des contributions selon l'AIU 1997 et de l'ajout du rectificatif calculé selon lettre a.

²Après cette phase de transition de trois ans, les contributions cantonales sont calculées uniquement sur la base de l'AIU 2019.

Afin d'atténuer les conséquences financières du passage de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 (AIU 1997) au présent accord intercantonal du 27 juin 2019 sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (AIU 2019), l'art. 27 prévoit une disposition spéciale qui règle la hauteur des contributions durant les trois premières années qui suivent l'entrée en vigueur du nouvel AIU.

PROJET DE DÉCRET

autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'accord intercantonal universitaire (AIU)

du 24 mars 2021

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999

vu l'article 63a de la Constitution fédérale du 18 avril 1999

vu l'article 5 de la Constitution du canton de Vaud du 14 avril 2003

vu l'article 103 al. 2 de la Constitution du canton de Vaud du 14 avril 2003

vu l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire AIU) adopté le 27 juin 2019 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

décète

Art. 1

¹ Le Conseil d'Etat est autorisé à ratifier, au nom du Canton de Vaud, l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire AIU) adopté par la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique le 27 juin 2019, reproduit au pied du présent décret.

Art. 2

¹ Le Grand Conseil résilie l'accord intercantonal universitaire (AIU) du 20 février 1997 avec effet rétroactif au 31 décembre 2019. Le retrait de l'accord prend effet au moment de l'entrée en vigueur de l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire AIU) du 27 juin 2019.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre b) de la Constitution cantonale et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.